



Article de recherche

MONTEJURRA ET LA GUARDIA CIVIL. ÉTAT DE LA QUESTION ET GÉNÉALOGIE DE CERTAINES ACCUSATIONS

Traduction en français à l'aide de l'IA (DeepL)

Juan José Echevarría Pérez-Agua

Docteur en histoire contemporaine de l'Université Complutense de Madrid

juecheva@hum.uc3m.es

ORCID : <https://orcid.org/0000-0003-0910-9953>

Reçu le 12/07/2025
Accepté le 19/11/2025
Publié le 30/01/2025

doi : <https://doi.org/10.64217/logosguardiacivil.v4i1.8345>

Citation recommandée : Echevarría, J. J. (2026). Montejurra et la Guardia Civil. État de la question et généalogie des accusations. *Revista Logos Guardia Civil*, 4(1), 83–104. <https://doi.org/10.64217/logosguardiacivil.v4i1.8345>

Licence : Cet article est publié sous licence Creative Commons Attribution-NonCommercial-NoDerivs 4.0 International (CC BY-NC-ND 4.0)

Dépôt légal : M-3619-2023

NIPO en ligne : 126-23-019-8

ISSN en ligne : 2952-394X

MONTEJURRA ET LA GUARDIA CIVIL. ÉTAT DE LA QUESTION ET GÉNÉALOGIE DE CERTAINES ACCUSATIONS

Sommaire : 1. INTRODUCTION. 2. L'APATHIE DE LA GUARDIA CIVIL 3. LES ACCUSATIONS DU RAPPORT MONTEJURRA 4. L'INCRIMINATION DE SÁENZ DE SANTA MARÍA 5. ÉVALUATION DE LA BIBLIOGRAPHIE 6. NOUVEAUX DOCUMENTS (À CE JOUR) 7. CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS. 8. RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES.

Résumé : Cet article fait le point sur les accusations portées contre la Garde civile pour les événements survenus à Montejurra en 1976, qui ont fait deux morts, au cours du pèlerinage carliste traditionnel qui se tient depuis 1939 sur la *montagne* considérée comme *sacrée* par ce mouvement politique et social, vieux de près de deux siècles. Il retrace également la généalogie de ces accusations, en analysant leur évolution au cours des cinq dernières décennies, dans le but de servir de référence aux études universitaires qui seront probablement menées d'ici l'année prochaine, à l'occasion du cinquantième anniversaire de ce drame. Au-delà des reproches concernant l'inaction des agents alors présents face à la violence, l'accusation principale repose sur les déclarations du général Sáenz de Santa María, qui était le chef d'état-major de la Garde civile lorsque les événements tragiques se sont produits.

Resumen: Este artículo determina el estado de la cuestión respecto a las acusaciones contra la Guardia Civil por los hechos ocurridos en Montejurra en el año 1976, que se saldaron con dos muertos, en el curso de la tradicional romería carlista que desde 1939 se celebra en la considerada *montaña sagrada* de tal movimiento político y social, que cuenta ya con una antigüedad cercana a los dos siglos. Asimismo, elabora la genealogía de tales inculpaciones, analizando su desarrollo a lo largo de las casi cinco décadas transcurridas, con el objetivo de servir de referencia a los estudios académicos que previsiblemente se harán de aquí al próximo año, cuando se cumpla el quincuagésimo aniversario del viacrucis. Más allá de los reproches por la inhibición de los agentes entonces allí presentes ante la violencia habida, la principal acusación obedece a lo sostenido por el general Sáenz de Santa María, quien fue el jefe del Estado Mayor de la Guardia Civil cuando ocurrieron los trágicos hechos.

Mots clés : Carlisme, Traditionalisme, Garde civile.

Palabras clave: Carlismo, Tradicionalismo, Guardia Civil.

ABRÉVIATIONS

CT : Communion traditionaliste

ETA : Euskadi Ta Askatasuna, Pays basque et liberté

HOAC : Fraternité ouvrière d'action catholique

PC : Parti carliste

PCE : Parti communiste espagnol

UNE : Union nationale espagnole

1. INTRODUCTION

Les conséquences mortelles des événements survenus le 9 mai 1976 à Montejurra sont connues : deux personnes, Aniano Jiménez Santos, militant antifranquiste de 40 ans, membre de la Fraternité ouvrière d'action catholique (HOAC), et Ricardo García Pellejero, ouvrier de 20 ans sans affiliation politique connue, ont été tués par balle. À partir de là, tout le reste fait l'objet de divergences, en particulier les causes de cette violence et le soutien reçu par les belligérants, même si certains nient jusqu'à l'existence même d'un conflit entre les deux parties antagonistes. Le flou qui entoure les événements est tel qu'il n'a même pas été possible de préciser d'autres détails fondamentaux figurant dans tout procès-verbal, comme le nombre exact de blessés, une vingtaine environ, dont trois également par balle.

Le but de cet article n'est pas de tenter de résoudre ces inconnues. Il s'agit simplement de préciser comment les médias et la bibliographie ont compris le travail accompli par la Garde civile, déployée depuis plusieurs jours dans la *montagne sacrée*, en établissant une généalogie à ce sujet, dans laquelle occupe une place importante le colonel José Antonio Sáenz de Santa María.

Au préalable, il convient de présenter le carlisme et ses trois principes idéologiques : l'intégrisme, le traditionalisme et le légitimisme, en mettant l'accent sur les divisions en son sein. Si le légitimisme est né en 1833 à la mort de Ferdinand VII, lorsque commence le conflit dynastique entre *les isabéliens* et les carlistes, les deux branches bourboniennes opposées, le traditionalisme trouve son origine dans le *Manifeste des Perses* de 1814, lettre de présentation d'un réformisme modéré, face aux prétentions des intégristes *apostoliques*, dont l'expression la plus virulente n'apparaîtra qu'en 1827 avec la révolte contre le roi des *mécontents*. (Lluís y Navas, 1967) Tout au long des XIX^e et XX^e siècles, les partisans de ces trois principes seront à l'origine de divisions et de disputes internes, accompagnées dans de nombreux cas de violences, en particulier lorsque la défaite accompagnera à nouveau le sort des carlistes. Ce fut le cas à la fin de la guerre de Sept Ans (1833-1840), lorsque les traditionalistes (*marotistes*) fusillèrent six *apostoliques* à Estella (Ferrer, 1957, p. 18) et lorsque les intégristes assassinèrent le légitimiste Carlos d'Espagne ; (Ferrer, 1958, pp. 65-69) et après la guerre des Quatre Ans (1872-1876), lorsque les intégristes se sont scindés, en venant aux mains avec les légitimistes au théâtre Olimpo de Barcelone. (Canal, 2000, p. 231) Après la guerre civile (1936-1939), bien que ce soit la seule occasion où les forces carlistes aient remporté un conflit armé, le carlisme a été décapité par le nouveau régime militaire dirigé par Franco, l'empêchant de capitaliser sur cette victoire et, en définitive, *perdant la paix*. (Brioso, 2001) Le découragement carliste se traduisit en 1945, à Pampelune, par un incident violent, avec un blessé par balle lors d'un affrontement entre *les carloctavistes* (traditionalistes collaborateurs de Franco) et les légitimistes *javieristes* qui affichaient une attitude anti-franquiste. (Villanueva, 1997) En 1957, à l'hôtel Menfis de Madrid, la police dut intervenir lors d'une bagarre entre *javieristes* et carlistes *juanistes*, ces derniers étant partisans de Juan de Borbón, à qui ils attribuaient les droits légitimes carlistes, bien qu'il appartînt, en tant que fils d'Alphonse XIII, à la branche rivale et *décriée* des Bourbons qui avait embrassé le libéralisme, ennemi séculaire des carlistes. Deux ans plus tard, les carlistes *juanistes* se rendirent à Estoril pour le reconnaître comme roi carliste légitime, et furent dès lors connus sous le nom d'*estorilos*. (Vázquez de Prada, 2006) En 1957, José María Valiente, chef du secrétariat désigné par Javier de Borbón Parma pour diriger le carlisme, fut victime d'une grave agression à Madrid de la part d'un antifranquiste

intransigeant (*sivattiste*), qui lui asséna deux coups à l' la tête avec une matraque en fer, en raison de sa politique de collaboration avec le franquisme, avec laquelle le *javierisme* entendait se présenter dans la course qui s'engageait alors pour succéder à Franco à la tête de l'État. (Martorell, 2014, p. 114) En 1958, au monastère d'Irache, au pied du Montejurra, trois dirigeants *estorilos* ont été malmenés et frappés par des *javieristes*. Et à Madrid, les locaux d'un bulletin *juaniste* ont été attaqués, faisant une douzaine de blessés et un véhicule incendié. (Lavardín, 1976, pp. 58 et 68) Un an plus tard, à Montejurra, Mauricio de Sivatte, qui venait d'officialiser sa dissidence vis-à-vis du *javierisme*, a été passé à tabac. (Vázquez de Prada, 2011) En 1968, Roberto Bayod Payarés, leader des *croisés*, fut agressé à Estella par des *javieristes* légitimistes, et des incidents se produisirent également sur l'esplanade du monastère d'Irache, avec exhibition d'armes à feu. (García Riol, 2015, pp. 120-122) Tout cela montre le niveau séculaire de confrontation violente au sein du carlisme, à l'égard de ses dissidents.

Les *javieristes* ont entamé en 1969, lorsque Franco a désigné Juan Carlos de Bourbon comme successeur, un processus de renouveau idéologique sous l'égide de l'autorité dynastique des Bourbon-Parme et fondé sur le principe légitimiste, qui les a conduits en quelques années à embrasser un socialisme autogestionnaire, à fonder le Parti carliste (PC) et à abandonner l'appellation séculaire de Communion traditionaliste (CT) (Caspistegui, 1997, pp. 217-227), tout en purgeant les traditionalistes et les intégristes (García Riol, 2015, pp. 94-117). En 1975, Javier abdique en faveur de son fils aîné Carlos Hugo. Quelques mois auparavant, le PC avait rejoint la Junta Democrática (Junte démocratique) d'opposition au franquisme, aux côtés du Parti communiste espagnol (PCE) (Brioso, 2001), portant à son paroxysme le désaccord entre le régime et les Bourbon-Parme, mais cette animosité était palpable depuis 1968, lorsque les membres de la dynastie avaient été expulsés d'Espagne. Celle de Franco envers les Bourbon-Parme était bien antérieure, comme le montre l'exil de Fal Conde, chef délégué de la CT, en 1937. En 1964, Franco convoqua plusieurs ministres, dont Manuel Fraga, alors ministre de l'Information et du Tourisme, pour leur ordonner de surveiller Carlos Hugo, leur disant à propos de la succession : « Cet homme n'ira nulle part... Je vous prie d'en prendre bonne note et de faire tout votre possible pour le lui faire comprendre, chacun dans son domaine ». (Fraga, 1980, p. 125)

L'organisation de la cérémonie de Montejurra, le plus important de tous les événements carlistes annuels, incombait à la Hermandad de Caballeros Voluntarios de la Cruz (Confrérie des Chevaliers Volontaires de la Croix), formée par des requetés de la guerre civile. La présence de *javieristes*, *carloctavistes*, *estorilos*, *sivattistes* et *cruzadistes* était habituelle lors du pèlerinage, c'est-à-dire de toutes les sensibilités carlistes, qu'elles soient légitimistes, traditionalistes ou intégristes. À partir de 1954, année où un nouveau chemin de croix avec des croix et des socles en pierre est inauguré, la manifestation perd son caractère local et acquiert une dimension nationale avec des pèlerins venus de toute l'Espagne (Santa Cruz, 1988, pp. 93-95) et surtout depuis 1958, un an après que Carlos Hugo se soit présenté au sommet en tant que prince des Asturies, le rassemblement a atteint des niveaux de participation considérables, avec 98 000 personnes la dernière année mentionnée. (Vázquez de Prada, 2016, p. 85) En 1964, il y avait encore 70 000 participants. Ce nombre a commencé à diminuer considérablement au cours des années suivantes, coïncidant avec le contrôle croissant de Javier sur la confrérie, officiellement par l'intermédiaire de la Junta Regional Carlista navarra (Commission régionale carliste de Navarre). Au cours de ce processus, la cérémonie religieuse et commémorative en

mémoire des morts a pris une forte connotation politique. En 1976, reléguant la junte navarraise au second plan, la cérémonie fut organisée directement par une commission organisatrice du Pays basque, contrôlée exclusivement par les *partisans de Carlos Higuin*, qui collectèrent des fonds et conçurent le service d'ordre, l' ainsi que les banderoles et les drapeaux (Caspistegui, 1997, pp. 290-295) invitant une dizaine de formations politiques antifranquistes, parmi lesquelles l'organisation politico-militaire Euskadi Ta Askatasuna (ETA), qui enverra ses représentants, comme l'a révélé Carlos Carnicero, alors secrétaire fédéral du PC, dans une communication personnelle avec le soussigné, lors d'un entretien qui s'est tenu à Madrid le 10 février 2025.

Le 9 mai 1976, cinq mois après la mort du dictateur et la proclamation de Juan Carlos Ier comme roi, une cérémonie organisée par les *partisans de Carlos* a été célébrée, à laquelle seules 5 000 personnes ont assisté. (Caspistegui, 1997, p. 314). Parmi eux, environ 600 répondirent à l'appel du secteur le plus traditionaliste et intégriste des *javieristes*, sous la direction de Sixto Enrique de Borbón Parma, qui s'était proclamé porte-drapeau de la tradition face à la *trahison* de son frère aîné Carlos Hugo, regroupés sous une CT renaissante. (Martorell, 2023) Ici, à des fins purement numériques, il faudrait compter les *croisés*, également présents, ainsi que les *sivattistes* encore existants. (Senent, 2004, p. 172) Les *sixtins* avaient présenté leur présence comme une *opération de reconquête* de Montejurra, visant à arracher la *montagne sacrée* aux *carlohuguinos*. En outre, quelques dizaines de traditionalistes *estorilos*, parmi lesquels se trouvaient des personnalités connues occupant des postes importants dans le régime, regroupés au sein de l'Union nationale espagnole (UNE), l'une des associations politiques légales créées à la fin du franquisme, comme Juan María de Araluce, président de la Diputación de Guipúzcoa et membre du Conseil du Royaume, qui sera assassiné par l'ETA militaire qui l'accusera sans fondement d'être un *Sixte*. Également membre de l'UNE et du Conseil du Royaume, mais plus proche du porte-drapeau Sixto Enrique que du roi Juan Carlos, Antonio María de Oriol, président du Conseil d'État et membre d'une famille *estorilienne* renommée, quitta alors la cause de la dynastie *juaniste* après les premières mesures prises par le nouveau monarque. (Echevarría, 2024, pp. 25, 36-37 et 514-515) De même, Ramón Merino López, également présent dans la montagne, appartenait à l'UNE. Ce n'est pas un hasard si l'UNE s'était forgée en hommage à Ramiro de Maeztu, l'initiateur de la revue *Acción Española*, conçue dans les années 1930 pour rassembler les monarchistes partisans des deux dynasties et promouvoir le renouveau idéologique de la droite dans un néotraditionalisme réputé. (González Cuevas, 1998, p. 67)

2. L'APATHIE DE LA GARDE CIVILE

La commission *carlohuguine* qui avait organisé la cérémonie de Montejurra avait demandé l'autorisation pour le pèlerinage habituel au gouvernement civil de Navarre. Il s'agissait donc d'un événement connu du régime, qui disposait en outre d'informations détaillées sur ses implications, comme le montre une note de la Brigade générale de sécurité de la police du 8 mai, dans laquelle il était dit :

Le Parti carliste a prévu les mesures appropriées pour réprimer énergiquement toute tentative de sabotage des événements par les partisans de M. Sixto Enrique de Borbón Parma qui, selon les carlistes, aidé par les autorités, se présentera à Montejurra accompagné d'un *grand nombre de pistoleros et de guérilleros officiels* afin d'empêcher ou de saboter ledit événement. (...) Lors de conférences de presse ultérieures, le régime sera tenu responsable (...) de tous

les événements sanglants qui pourraient se produire cette année à (...) Montejurra. (Caspistegui, 1997, p. 347)

Les journaux ont insisté sur le fait que la Garde civile avait agi ce jour-là avec une « impartialité exquise » (Zuloaga et Zuloaga, 1976), comme l'a souligné *La Voz de España*, « en aidant à séparer les groupes » rivaux (Uranga, 1976a), comme l'ont déclaré le *Diario de Navarra* et *Unidad*. (Zuloaga, 1976) *El Pensamiento Navarro* a insisté sur « l'attitude passive », malgré « la présence nombreuse de la Garde civile », (Indave, 1976a) avec deux hélicoptères pour contrôler visuellement la zone, bien que limitée, en particulier au sommet, car les conditions météorologiques ce jour-là n'étaient pas optimales : brouillard et e bruine comme l'a rappelé *El Diario Vasco*, qui a souligné que « les partisans de D. Carlos Hugo et D. Sixto se sont affrontés ». (Peña, 1976) L'existence de deux camps et de l'« affrontement » avait même été annoncée par le journaliste Fernando Ónega dans *La Voz de España* le 9 mai même (Ónega, 1976a) dans un article publié avant l'événement, que *Arriba* distribuait aux journaux du Mouvement. (Ónega, 1976b) Mais, une fois les faits accomplis, c'est sans aucun doute *El País* qui fut le journal le plus explicite à cet égard, soulignant en première page : « Au bout de cent ans, l'histoire s'est répétée. Deux factions carlistes opposent les frères Carlos Hugo et Sixto Enrique de Borbón y Parma ». (Cebrián, 1976a) Le *Diario de Barcelona* insistait également sur ce point : « Les multiples scissions que le carlisme a connues au cours de son (...) histoire se polarisent aujourd'hui en une faction (...) socialiste et autogestionnaire et une autre qui adopte des méthodes ultramontaines et intégristes. Deux façons irréconciliables de comprendre une idéologie ». (Pernau, 1976a) Le ministre de l'Intérieur lui-même, Manuel Fraga, a attribué les événements de Montejurra à une querelle entre frères (Canal, 2000, p. 385), ce qui a rapidement été réfuté par Jordi Solé Tura dans *Mundo diario* : « Il ne s'agit donc pas de deux factions qui s'affrontent violemment, mais d'une foule de personnes qui veulent manifester pacifiquement et de manière ordonnée leurs aspirations démocratiques et d'un groupe armé qui provoque et attaque ». (Solé, 1976) C'est également *El País* qui, dans son éditorial, a exigé des responsabilités :

Comment est-il possible que le gouvernement civil de Pampelune (...) ait permis (...) l'existence d'un groupe armé nombreux au sommet de la montagne pendant tout le week-end ? (...) Il est incompréhensible que cinquante personnes armées de mitraillettes se trouvaient dans la montagne (...) sans que le gouvernement ne le sache. (...) Nous demandons au gouvernement de clarifier les circonstances (...) : qui et combien composaient les bandes armées qui ont pris le sommet, si les partisans des deux groupes carlistes ont tiré ou seulement ceux d'un seul (...) ; les raisons pour lesquelles (...) aucune arrestation n'a été effectuée. (Cebrián, 1976b)

D'autres journaux se sont joints à cette demande de responsabilisation, tels que *La Voz de España* (Zuloaga et Zuloaga, 1976), *El Pensamiento Navarro* (Indave, 1976b) et *Diario de Navarra*, qui rappelait avoir mis en garde quelques jours auparavant contre les « conséquences douloureuses » de « la reconquête sanglante de Montejurra ». (Uranga, 1976b) Les magazines, tels que *Gaceta Ilustrada*, s'interrogeaient également : « on ne parvient pas à expliquer les raisons pour lesquelles la Garde civile s'est abstenue d'intervenir face à ces événements sanglants ». (Gómez Mardones, 1976) *Cuadernos para el diálogo* s'étonnait qu'aucune arrestation n'ait été effectuée parmi ceux qui avaient tiré, se demandant « qui les avait armés ? ». (Altares, 1976) De même, *Triunfo* (Elordi, 1976a),

qui racontait ainsi ce qui s'était passé au sommet de Montejurra : « Huit ou neuf coups de pistolet. Une courte rafale de mitraille. (...) Il y a quatre blessés par balle, dont un pratiquement mort [Pellejero], touché à la poitrine, tout près du cœur ». (Elordi, 1976b)

Évidemment, le PC a également exigé des comptes. Le jour même, après être descendu du chemin de croix inachevé, son secrétaire général, José María de Zavala, a déprécié les *sixtins*, attaqué les *estorilos* et s'en est pris à Juan Carlos Ier, qu'il considérait comme le véritable rival de Carlos Hugo et l'instigateur des événements de Montejurra : « Il y a eu des effusions de sang carlistes (...) [par] ceux qui prétendent défendre la Tradition, (...) la Religion, et qui se trouvent être ceux qui sont aux côtés de l'oligarchie capitaliste qui a toujours lutté contre le carlisme, la monarchie libérale capitaliste ». (Uranga, 1976c)

La stratégie de Carlos Hugo consistait donc à impliquer la monarchie rivale, que ce soit par l'intermédiaire du gouvernement Arias, dont Fraga était le vice-président, ou par l'intermédiaire des *estorilos* de l'UNE, présents à Montejurra, en ignorant les *sixtinos*. Le PC s'est adressé à la presse par l'intermédiaire du procureur des Cortes Gabriel de Zubiaga Imaz. Dans des déclarations à Tele/eXpres, Zubiaga, qui avait été présent à Montejurra en 1976, affirmait que le gouvernement « savait que quelque chose d'étrange se préparait » et se demandait ce que faisaient à Montejurra divers dirigeants de l'UNE, tels qu'Araluce et José Luis Zamanillo (Angulo, 1976), un membre historique de la CT séculaire, délégué national des Requetés pendant la guerre, mais qui avait abandonné la discipline *javieriste* pour passer aux *estorilos*. Ces déclarations ont été le point de départ généalogique des accusations que nous analysons. Elles ont été reprises pour la première fois historiographiquement dans un livre intitulé *Montejurra 76*, publié la même année, dont les auteurs étaient Josep Carles Clemente Balaguer et le photographe du *Diario de Barcelona* Carles Sánchez Costa, auteur des clichés visuels de ce qui s'était passé. Le journaliste et historien Clemente faisait partie du petit cercle de dirigeants proches de Carlos Hugo - la *camarilla*, comme l'ont dénoncé ses opposants - et était responsable du renouveau historiographique du carlisme, consistant à présenter ce mouvement comme socialiste depuis ses origines, en méprisant ses principes traditionalistes et intégristes ; une historiographie qui a reçu le nom de *néocarliste*. Dans cette première approche des événements de Montejurra, l'existence de deux camps opposés dans les faits survenus aux alentours du monastère d'Irache, où Aniano Jiménez a été grièvement blessé, était pleinement admise, mais l'on insistait sur le fait que la Garde civile n'avait procédé à aucune arrestation ce jour-là. Selon Sánchez, « les carlistes brandissaient les célèbres bâtons épais vendus pour le chemin de croix. Les *sixtins* ont sorti (...) leurs matraques », s'affrontant :

Les premières effusions de sang en ont attisé d'autres, dans les deux camps. (...) À ma droite, j'ai vu surgir celui qui allait s'avérer être Don Aniano Giménez [Jiménez] Santos. Il portait un gourdin et se dirigeait vers les *sixtins*. Il fut abattu en chemin par une balle (...). Presque une minute avant le coup de feu, j'ai vu l'homme *encapuchonné* dire quelque chose à l'homme en *imperméable*. Aniano Giménez [Jiménez] se plia en deux (...). Depuis la deuxième ligne, les carlistes tentèrent une charge avec leurs bâtons, qui fut stoppée par le pistolet que l'homme en *imperméable* continuait de brandir. Ils ont choisi de s'adresser aux gardes, qui étaient déjà sortis de la jeep. J'ai entendu un jeune leur dire : « Pourquoi n'intervenez-vous pas ? Vous ne voyez pas qu'il y a des types armés là-bas ? ». Le caporal-chef de l'équipe a pris une décision.

Au péril de sa vie, il s'est interposé dans la ligne de tir en levant les bras, dont l'un portait son pistolet mitrailleur réglementaire. « *Ne tirez pas !* », l'ai-je entendu dire. Immédiatement, il a donné l'ordre à ses hommes de se placer au milieu, les armes pointées dans la direction d'où provenait le tir. (...) Finalement, sans qu'aucune arrestation ne soit effectuée, le groupe d'agresseurs s'est également enfui. (Clemente et Sánchez, 1976, pp. 109-111)

L'équipage de cette *jeep* était composé de quatre gardes et *l'homme à l'imperméable* était José Luis Marín García-Verde, qui fut arrêté par la Garde civile le 15 mai et déféré devant le juge d'Estella, qui ordonna son incarcération. (Pernau, 1976b) Marín García-Verde était un commandant à la retraite, il avait été requeté pendant la guerre civile, chef provincial des Requetés de Huelva jusqu'en 1965 et membre d'une famille carliste réputée comptant des dirigeants éminents au sein de la CT séculaire. (AGUN, *Fonds Manuel Fal Conde*)

Le PC a suivi une triple ligne d'action : d'une part, la plus politique, menée par le procureur Zubiaga qui a présenté une interpellation au gouvernement devant les Cortes le 26 mai ; (Miralles, 2023, p. 548) ; d'autre part, la plus judiciaire, par le dépôt d'une plainte par les familles des victimes le 31 mai (Caspistegui, 1997, p. 348), dirigée par les avocats *carlohuquinos* Juan Francisco Martín de Aguilera et José Ángel Pérez-Nievas ; (Clemente, 1992, pp. 983-988) et enfin, il a chargé un groupe de douze carlistes et autres militants anti-franquistes présents à Montejurra le 9 mai d'enquêter sur ce qui s'était passé afin de fournir des informations aux deux autres parties ainsi qu'à la presse. (Purroy, 1976) Tous ont contrôlé l'action de la Garde civile à Montejurra.

L'interpellation de Zubiaga a été rendue publique le 10 janvier 1977, après des mois de tergiversations de la part des Cortes présidées par Torcuato Fernández-Miranda, le cerveau *juancarliste* de la transition démocratique. Le procureur a posé onze questions à l'exécutif d'Arias Navarro, vice-présidé par Fraga, qui sont restées sans réponse. (Montoliú, 1977) Parmi celles-ci, selon le *Bulletin officiel des Cortes Generales* du 23 juin 1976 :

Si, depuis la fondation de la Confrérie (...) il y a toujours eu d'importants contingents de la Garde civile, tout au long du parcours (...) et au sommet de la montagne, quelles raisons particulières ont poussé le gouvernement cette année, pour la première fois, à ne pas couvrir par la Garde civile autre chose que l'esplanade d'Irache [où se trouve le monastère], alors qu'il y avait plus de monde que les autres années et qu'ils étaient renforcés par un grand nombre de policiers armés.

« Des coups de feu ayant été tirés (...) en présence d'agents des forces de l'ordre, quels ordres ces agents ont-ils reçus, et de qui, pour ne procéder à aucune arrestation ? » « Qui et pour quelle raison a donné l'ordre à la Garde civile présente sur place, qui, ignorant les (...) plaintes contre des personnes qui, dans une attitude provocante (...) et portant des armes, (...) ne les a ni arrêtées, ni identifiées ». « Quelques jours avant les événements, la Garde civile a connaissance et protège la présence de M. Sixto à Irache [à l'hôtel, à un kilomètre et trois cents mètres du monastère], qui est entouré de personnes armées », a souligné le procureur, qui a apporté un autre détail, déjà relayé par les médias : « Dans la nuit du 8 au 9 mai, des jeunes carlistes montent au sommet du Montejurra et sont

maltraités (...). Lorsqu'ils parviennent à s'échapper et à signaler les faits à la Garde civile, celle-ci les arrête et ne les libère que dans la nuit du 9 ». « À Irache [à l'hôtel], des pistolets, des mitraillettes et une mitrailleuse avec trépied ont été trouvés ; il y a eu [au sommet du Montejurra] des coups de feu, des blessés et des morts [en réalité, un t mort], et il n'y a pas un seul détenu, ni une seule arme qui tombe entre les mains (...) des autorités », ajoutait-il, regrettant que « le gouverneur civil de Navarre ait été informé (...) quelques jours auparavant (...) par des membres éminents du Parti carliste de la présence de personnes armées à Irache [hôtel] et au sommet du Montejurra, se contentant de répondre qu'il n'avait pas reçu d'ordre d'intervenir ». Et il demandait : « Si ce qui s'est passé à Montejurra était un affrontement entre carlistes, comme l'a déclaré un membre du gouvernement, dites-nous : quel rôle y jouaient M. Juan María Araluce (...) et M. Antonio María de Oriol ».

Parallèlement à la diffusion dans la presse du contenu de l'interpellation de Zubiaga, comme l'ont fait *Triunfo* (Salabert, 1977) et *El País* (Montoliú, 1977), des enquêtes journalistiques sur les événements de Montejurra ont été publiées dans les médias, alimentées par des informations fournies par l'équipe qui avait organisé le PC. Ainsi, l'hebdomadaire *Opinión*, qui s'intéressait principalement au financement de l'opération *Reconquista*, désigna l'UNE et mentionna divers comptes courants d'Antonio María de Oriol et de Juan María Araluce - assassiné par l'ETA quatre mois auparavant -, qu'il accusait d'être « politiquement » derrière les événements, sans oublier de mentionner Fraga, dont il affirmait qu'il « était parvenu à un accord pour protéger l'opération Reconquista, avant de finalement se retirer face à la tournure que prenaient les événements et à la faible affluence des reconquistadores » *sixtins*. Ceux-ci comptaient sur la présence de fascistes italiens, l'hebdomadaire citant Augusto Cauchi et Stefano delle Chiaie. En ce qui concerne la Garde civile, il rappelait ce qui s'était passé aux alentours du monastère d'Irache : « un poste de garde civil sous le commandement du caporal d'Azagra [localité navarraise de la merindad d'Estella] n'est pas intervenu pour soutenir l'attaque ultra, ce qui a conduit des publications telles que *Briújula* et *Fuerza Nueva* à parler de *trahison* ». Avant le tir sur Aniano Jiménez, la carliste Etelvina Lamana a demandé à la Garde civile d'intervenir contre les *sixtins*. « Un garde lui a répondu : *Tant qu'ils ne tirent pas...* ». Une conversation entre le gouverneur civil, José Luis Ruiz de Gordoia, et Fernández de la Mora, président de l'UNE, dans laquelle le premier aurait assuré au second : « Il n'y aura pas de problèmes, la Garde civile a reçu l'ordre de ne pas intervenir », explique également l'inaction de la Garde civile. L'hebdomadaire limitait les fonctions de ce corps de sécurité à la protection de Sixto Enrique et à empêcher les bus et les voitures sans le badge *sixtin* d'atteindre les champs d'Ayegui et d'Irache dans le but de réduire la présence *carlohuquine* à la procession. Mais « les carlistes [carlistes], ont finalement pu passer dans leurs autocars par des routes non contrôlées, et la vérité est que la Garde civile, face à l'afflux massif, n'est pas intervenue en faveur d'un camp ou de l'autre ». (Landaburu, 1977)

Cambio 16 consacra deux reportages dans lesquels il pointait du doigt Antonio María de Oriol et son frère Lucas María, en se basant sur « des sources proches du Parti carliste » : « Les Oriol étaient chargés de préparer la présentation publique de Sixto en Espagne ». « Les Oriol s'inscrivent idéologiquement dans la ligne *juaniste* [*estorila*] du carlisme », collaborant « étroitement avec le régime » franquiste, ajoutait-il. « Des années plus tard, en 1972, ils souhaitent entrer en contact avec Sixto Enrique de Borbón Parma, à travers la scission à droite du Parti carliste, qui a lieu cette même année, menée par (...) José Arturo Márquez de Prado, considéré comme le bras droit de Sixto en Espagne »,

ajoutait l'hebdomadaire, expliquant pourquoi une famille *estorila* depuis 1959, date à laquelle ce courant carliste s'est formé, embrassait désormais la cause *sixtine*. En outre, l'accusation contre l'UNE s'étendait à un autre de ses membres, Eugenio Mazón Verdejo, secrétaire général des postes, dont l'hebdomadaire indiquait qu'il s'était rendu le 6 mai au bureau de Fraga, assurant qu'ils amèneraient plus de 5 000 hommes à Montejurra. Selon le récit journalistique, Fraga « leur a promis qu'il placerait des forces d' u de la Garde civile sur l'esplanade, avec l'ordre de ne laisser passer personne qui ne porterait pas le badge correspondant ». (Oneto, 1977a)

La certitude qu'il y aurait à Montejurra une foule importante de partisans de Sixto, (...) capables de ridiculiser les militants du parti carliste, était l'une des garanties exigées par le ministère de l'Intérieur pour apporter son soutien. Il s'agissait de discréditer le carlisme et de mettre les partisans de Carlos Hugo en situation de défaite. (Oneto, 1977b)

Cambio 16 mettait également l'accent sur un autre membre de l'UNE, Ramón Merino, *partisan de Sixto*, au nom duquel le gouvernement civil de Navarre avait réservé 20 chambres à l'hôtel Irache. (Oneto, 1977a) Pour l'hebdomadaire, « tandis que Merino s'occupait de coordonner la haute politique de l'opération, José Arturo Márquez de Prado (...) préparait la partie *brute* du montage (recruter des gens et organiser les forces de choc) ». (Oneto, 1977b)

3. LES ACCUSATIONS DU RAPPORT MONTEJURRA

Parallèlement à l'offensive médiatique, les avocats carlistes des familles ont également déposé un recours contre la conclusion de l'enquête judiciaire sur les événements de Montejurra 76, qui avait été rendue par le tribunal d'instruction n° 21 de Madrid, lequel avait hérité de l'affaire du Tribunal de l'ordre public, qui l'avait lui-même reçue du juge d'Estella. (Cebrián, 1977) Dans ce recours, les avocats Martín de Aguilera et Pérez-Nievas exposaient les faits violents survenus aux alentours du monastère d'Irache et au sommet du Montejurra, expliquant les premiers comme une attaque des *sixtins*, accompagnés de fascistes, contre les « pèlerins ». Le but évident de tous était d'expulser les pèlerins (...), pour ensuite s'emparer du Chemin de Croix ». En ce qui concerne les seconds, le recours rappelait que les *sixtins* s'étaient retranchés là depuis la nuit précédente, tirant sur les pèlerins. (Clemente, 1992, p. 984-985) Dans les deux cas, José Arturo Márquez de Prado, lieutenant de Sixto Enrique et ancien délégué national des Requetés *javieristes*, avait joué un rôle de premier plan. Pepe Arturo, comme on l'appelait, a accordé une interview le 8 septembre 2009 à Margarita Suárez de Lezo, de la CT, dans laquelle il a admis avoir été au sommet pour diriger les *sixtinos* présents, mais a nié avoir ordonné de tirer sur les *carlohuguinos*. Il reconnaît également avoir rencontré le général Ángel Campano, alors directeur général de la Garde civile (Suárez de Lezo, 2009). Pepe Arturo, ainsi que Marín García-Verde et Francisco Carreras Mouriño, ont été emprisonnés pendant la durée de l'instruction, mais ont quitté la prison avant la fin de l'année 1976. (Oneto, 1977b) Dans la nouvelle plainte, Oriol et Araluce n'étaient plus mis en cause dans les faits, contrairement à Merino, bien qu'il ait été précisé que « la responsabilité présumée des principaux dirigeants de l'association politique UNE n'avait pas fait l'objet d'une enquête ». « Ni (...) celle de certaines autorités, en particulier celle du ministre de l'Intérieur de l'époque, Manuel Fraga, du directeur général de la Garde civile, le général Campano, et des gouverneurs civils de Navarre [Ruiz de Gordoia] et de Logroño », ajoutait le recours

contre la clôture de l'enquête (Cebrián, 1977). Selon Miguel Ayuso Torres, qui allait devenir chef du secrétariat politique de Sixto, dans un entretien avec l'auteur de cette communication, tenu le 7 juillet 2025, Merino était un homme de confiance de Pepe Arturo et, comme lui, membre de la nouvelle CT, ainsi que fondateur de la section locale madrilène de l'UNE.

En ce qui concerne Araluce, l'ETA avait inclus dans son *Zutik* de novembre la plainte du procureur Zubiaga contre *Tele/Expres* et l'accusation selon laquelle le président de la Diputación de Guipúzcoa avait « subventionné Roberto Pallals [sic, Roberto Bayod Payarés], membre dirigeant éminent des guérilleros de Cristo Rey [en réalité, dirigeant de l'Association carliste des Croisés Volontaires], avec un chèque de 6 millions », l'impliquant dans un délit de corruption avec Telefónica, ce qui s'est avéré faux. (Echevarría, 2024, pp. 92-95) Cependant, cette accusation a persisté dans le travail réalisé par l'équipe d'enquête carliste, qui avait fourni des informations aux médias et qui a publié ses résultats à l'occasion du premier anniversaire des événements de Montejurra, dans une librairie de Bayonne (France). *Le rapport Montejurra 76*, plus connu sous le nom de *Livre noir* en raison de la couleur de sa couverture, a été distribué en Espagne à partir de mai 1977 dans la clandestinité. Ses auteurs sont également restés anonymes. (Purroy, 1977)

Le *Livre noir* accusait à nouveau les dirigeants de l'UNE Oriol et Araluce, les inculpant d'avoir financé *l'opération Reconquista*, bien qu'il appelât systématiquement Juan María Araluce José María. (Echevarría, 2024, pp. 92-94) En revanche, concernant Merino, il se contentait de signaler que des chambres avaient été réservées à son nom à l'hôtel Irache. (Anonyme, 1976, pp. 28 et 41) Concernant Fraga, *le rapport Montejurra 76* considérait que le ministre de l'Intérieur de l'époque, accompagné du général Campano, avait organisé, pendant la Semaine Sainte, dans son bureau officiel, un sommet traditionaliste, en présence de Sixto Enrique et de deux membres de l'UNE (Oriol et Zamanillo), afin de discuter des aspects tactiques de *l'opération Reconquista*. Et quinze jours avant le 9 mai, une autre réunion avait eu lieu à « la finca Las Begoñadas » [sic, en réalité dans la localité de Las Derroñadas, dans la province de Soria, dans une propriété appartenant à la famille García-Verde ; nouvelle erreur du *Livre noir*], à laquelle Pepe Arturo aurait déjà assisté, mais où seul Zamanillo aurait représenté l'UNE. Le souci d'impliquer l'association politique a conduit le pamphlet *carlohuguino* à mettre en avant le travail de propagande du dirigeant de l'UNE, Fernández de la Mora, *partisan de Juan*, qui, les jours précédents, avait tenu un meeting à Pampelune « créant un climat propice à la reconquête de Montejurra », qualifiant l'opération de « croisade ». (Echevarría, 2024, pp. 96-101)

En ce qui concerne la Garde civile, *le rapport Montejurra 76* affirmait que le 4 mai, un Land Rover était arrivé à l'hôtel Irache, d'où une mitrailleuse MG-42 avait été déchargée, en présence d'un groupe d'agents. Le 8 mai, le général Campano se rendit à Estella, où il rencontra Sixto Enrique. Le 9, la Garde civile empêcha les passagers des bus sans distinction de s'approcher du monastère. Vers 10 heures du matin, les *partisans de Sixto*, accompagnés de fascistes, arrivèrent sur l'esplanade du monastère depuis l'hôtel Irache. Ils se précipitent sur le service d'ordre *carlohuguino* : « remis de leurs premières secondes de surprise, les carlistes réagissent (...), brandissant leurs bâtons de montagne, cherchant le corps à corps. Le choc est terrible ». Aniano Jiménez, « qui avait participé activement à la riposte à l'agression », traite Marín García-Verde de « lâche », et celui-ci lui tire dessus. Les gardes civils du Land Rover « ont assisté à tous les faits sans broncher ». Les agents « disent qu'ils ne peuvent rien faire ». « Nous pensons que cette attitude

inhabituelle est la preuve la plus flagrante des ordres reçus par la Garde civile, la preuve la plus claire de la complicité du gouvernement dans la manœuvre sixtine », interprète le *Livre noir*. « Le caporal-chef (...) se place entre les deux groupes (...), laissant les fascistes partir librement (...) sans avoir identifié personne », ajoute-t-il. Après cela, les *carlohuguinos* se dirigent vers le champ d'Ayegui, avec ceux qui s'y trouvaient, pour commencer l'ascension du Montejurra. À 11 heures, la tête de l' u chemin de croix est déjà à la hauteur de la dixième croix, où les *sixtins* ont érigé une barrière pour empêcher l'accès au sommet voisin. À 11 h 20, après avoir été accueilli par des huées, un message lancé depuis le sommet disait : « Attention carlistes, Don Sixto va vous parler ! », suivi de coups de feu tirés à l'arme à feu et à la mitrailleuse MG-42. Ricardo García Pellejero est mortellement blessé et trois autres personnes sont touchées par des balles : Bernarda Urrea Pagola à la fesse, José Javier Nolasco Echeverría au pied et Jesús Vera Pardo à l'aîne.

Les *habitants de Carlos Higuina* et leur prétendant renoncent à atteindre le sommet, tandis que les *habitants de Sixt* ont pris la fuite par une autre route, celle des canyons, avec leurs véhicules et leurs armes. À 14 heures, Oriol se présente à l'hôtel Irache et demande à téléphoner au général Campano. (Anonyme, 1976, pp. 41-73)

La loi d'amnistie de 1977 a exempté tous ces faits de toute responsabilité pénale. Le dossier, qui est toujours resté secret, près de 2 000 pages, a été égaré dans les archives judiciaires et n'a toujours pas été retrouvé à ce jour. Le 5 novembre 2003, l'Audiencia Nacional a considéré Aniano Jiménez et Ricardo García Pellejero comme des victimes du terrorisme. (Pérez-Nievas, 2003)

4. L'INCRIMINATION DE SÁENZ DE SANTA MARÍA

En 1998, le journaliste Santiago Belloch, frère de celui qui avait été jusqu'à récemment ministre de la Justice et de l'Intérieur, a publié un livre intitulé *Interior. Los hechos clave de la seguridad del Estado en el último cuarto de siglo* (Intérieur. Les faits marquants de la sécurité de l'État au cours du dernier quart de siècle). Dans cet ouvrage, il abordait les événements de Montejurra, mais il comptait trois morts et non deux comme cela avait été le cas en réalité. Pour l'auteur, il était « incroyable qu'un tel rassemblement public », avec « des groupes ultras de toutes sortes et de toutes origines », « ait pu se produire à l'insu des forces de sécurité et des services de renseignement de la présidence du gouvernement ». Le journaliste a obtenu le témoignage de celui qui avait été chef d'état-major de la Garde civile, l'actuel général José Antonio Sáenz de Santa María. (Belloch, 1998, pp. 44-45) Belloch a réussi à lui faire rédiger sa déclaration à la main, et cette version autographe figure en annexe du livre lui-même. (pp. 671-681)

Voici ses contributions : il dit que Sixto était connu « pour ses positions fascistes », citant ensuite Pepe Arturo et Oriol, et même le général Campano, comme membres de la faction carliste opposée à Carlos Hugo. Il affirmait que tous avaient « l'intention générale de *reconquérir Montejurra* » et avaient réussi à « convaincre le gouvernement Arias-Fraga de prendre en considération la proposition d'organiser l'opération visant à cette *reconquête* ». Sáenz de Santa María soutenait donc qu'au moins le gouvernement avait envisagé cette initiative de la CT.

À cette fin, des contacts ont été établis entre des organismes tels que le SECED (Service central de documentation de la présidence du gouvernement),

prédécesseur du CESID, la Garde civile et les dirigeants du Parti carliste [en réalité, la CT] mentionnés ci-dessus, ainsi que le ministre de l'Intérieur lui-même, dont le titulaire était M. Manuel Fraga.

Au-delà de l'ignorance évidente du général qui l'amenait à parler de PC au lieu de CT, ses écrits révélaient qu'il y avait eu une série de réunions entre le gouvernement et ses services de renseignement avec le groupe de Sixto Enrique.

Le gouvernement, poursuivait le général, avait chargé le SECED de la propagande de l'événement, qui avait également remis aux sympathisants « des bâtons et des cachavos [dans l'original avec la lettre b] dans le but, disaient-ils, de leur faciliter l'ascension de la colline, mais en réalité pour être utilisés dans l'agression prévue ». Quant au financement, Sáenz de Santa María en attribuait la responsabilité exclusivement à Oriol. Concernant le recrutement de fascistes, le général ne l'attribuait ni au SECED ni à la CT elle-même, mais à des groupes d'extrême droite tels que Fuerza Nueva et Guerrilleros de Cristo Rey. Il citait ainsi « des membres de l'Internationale fasciste italienne » et de la Triple A, tels que Chiaie, Cauchi, Jean Pierre Cherid et « Rodolfo Almirón, qui devint par la suite le garde du corps de Manuel Fraga ». Pour Sáenz de Santa María, il s'agissait de « la première étape de ce qui, pendant la Transition, a constitué le noyau des apparitions de la *guerre sale* contre le terrorisme ». « Tout ce réseau a fonctionné d'une manière ou d'une autre avec le soutien (...) des appareils de l'État dans toutes les actions de lutte antiterroriste menées dans les années 70 et 80 ».

Le général a également inclus dans son écrit un sous-chapitre intitulé « Implication de la Garde civile », dans lequel il indiquait qu'elle était alors dirigée par le lieutenant général Campano et dirigée par le général de division Salvador Bujanda. « Tous deux étaient membres du Parti carliste, étaient beaux-frères et entretenaient une étroite amitié avec D. Arturo Márquez de Prado, principal dirigeant dudit Parti carliste ». Au-delà de l'erreur consistant à confondre PC et CT, Sáenz de Santa María impliquait des militaires dans une affiliation politique.

Cela a conduit M. Márquez de Prado à se rendre les jours précédents (...) à la Direction générale de la Garde civile (...) et à participer même à des réunions du directeur [Campano] avec son état-major [dirigé par Sáenz de Santa María] et les commandants impliqués dans l'organisation des événements.

Pepe Arturo a demandé des radiotéléphones émetteurs et des « mitrailleuses ». Ici, Sáenz de Santa María s'attribuait le mérite de l'avoir empêché. Par ailleurs, le général se trompait en indiquant que les deux morts étaient tombés lorsque les *carlohuguinos* qui gravissaient la montagne avaient rencontré la barrière *sixtine* à proximité du sommet, et également lorsqu'il attribuait la mort de García Pellejero à Marín García-Verde.

En 2004, un an après la mort de Sáenz de Santa María, le journaliste Diego Carcedo a publié une biographie de ce dernier, basée sur de longues conversations qu'ils ont eues lorsqu'il était déjà à la retraite, intitulée *Sáenz de Santa María. El general que cambió de bando (Sáenz de Santa María. Le général qui a changé de camp)*. Dans cet ouvrage, le lieutenant général limitait le financement accordé par Oriol à « la location d'autobus, les sandwichs et le vin distribués, les banderoles et quelques centaines de pipes et de cannes ». En ce qui concerne la Garde civile, Carcedo reproduisait ce qui figurait dans le livre de Belloch, tout en précisant que Campano et Bujanda « ne militaient pas

dans le carlisme », mais « en étaient manifestement des sympathisants, du secteur dirigé par Don Sixto ». Et il offrait d'autres révélations :

Campano m'a laissé entendre que le plan avait reçu la bénédiction d'Arias, de Fraga et, bien sûr, du général Juan Valverde, directeur du CESED [sic, en réalité LE SECED]. Il m'a également informé que des voyous de l'extrême droite internationale viendraient d' t, si nécessaire, se charger de la partie la plus sale du plan.

Dans la biographie de Carcedo, contrairement au témoignage autographe du livre de Belloch, la Garde civile a bien fourni des radiotéléphones aux *partisans de Sixto*, mais « à condition qu'ils soient manipulés par des gardes du service des transmissions... déguisés en requetés, c'est-à-dire coiffés de bérets rouges et arborant des insignes carlistes sur leurs revers ». (Carcedo, 2004, pp. 150-165)

5. ÉVALUATION DE LA BIBLIOGRAPHIE

Josep Carles Clemente, initiateur de l'historiographie *néocarliste*, résume ainsi les événements de Montejurra : « Deux commandos composés de pistoleros du fascisme espagnol et international (...) abattent deux carlistes », soulignant « l'impunité avec laquelle les assassinats ont été commis et la passivité des forces de l'ordre », citant Fraga et Campano. (Clemente, 1992, p. 536)

Joaquín Cubero Sánchez, autre chroniqueur *néocarliste*, soutient que ces événements s'inscrivent dans une stratégie à long terme, qui remonte à 1964, visant à éliminer le PC. Pour l'auteur, la Garde civile a participé à cette stratégie en effectuant des contrôles afin de réduire le nombre de *carlohuquinos* présents et en recevant l'ordre de ne pas intervenir dans les affrontements. (Cubero, 1995)

Francisco Javier Caspistegui a introduit historiographiquement le fait de « l'affrontement palpable au sein du vaste mouvement carliste (...) de manière violente, en grande partie dû à la rivalité entre les deux factions extrêmes du carlisme, mais aussi (...) à l'apathie du gouvernement face aux signes qui se présentaient ». (Caspistegui, 1997, p. 348)

Le journaliste et docteur en histoire Mariano Sánchez Soler a soutenu que « tout l'appareil d'État s'est mis en mouvement pour enterrer la vérité », soulignant le rôle de Fraga, Campano et Oriol, mais aussi, à tort, celui d'Araluce. (Sánchez, 2010, pp. 31-33)

L'historien Jordi Canal a souligné trois aspects, sans mentionner expressément la Garde civile. Premièrement, le processus d'affrontement croissant au sein du carlisme. Deuxièmement, l'impunité de l'extrême droite sous le gouvernement Arias. Et enfin, « les intérêts supérieurs de l'État à éliminer tout obstacle potentiel à la consolidation de la monarchie de Juan Carlos Ier ». (Canal, 2000, pp. 385-386)

Pour Josep Miralles Climent, l'historien qui diffuse aujourd'hui le plus l'interprétation *néocarliste*, il y a un coupable évident : le gouvernement Arias, « instigateur et auteur direct de la manœuvre ». « Toutes les données (...) pointent vers certains secteurs du gouvernement et de l'État au service de la nouvelle monarchie

imposée par le dictateur », citant Fraga, Campano, Oriol et « José María [sic, Juan María] Araluce ». (Miralles, 2023, pp. 507-513)

La dernière monographie publiée, dont l'auteur est Juan Carlos Senent Sansegundo, a souligné qu'il y avait « deux groupes, l'un d'agresseurs, l'autre d'agressés », ainsi que « l'inhibition des forces de police et de la Garde civile ». (Senent, 2024, pp. 182-187)

6. NOUVEAUX DOCUMENTS (POUR L'INSTANT)

Du 9 au 12 janvier 2023, Manuel Martorell, journaliste et docteur en histoire avec une thèse sur la continuité idéologique du carlisme, a publié une série d'articles dans *le Diario de Navarra*, basés sur de nouveaux documents fournis par le PC. Ces documents étaient conservés dans deux classeurs en carton bleu, très courants il y a quelques années dans tous les bureaux et domiciles privés, qui sont en possession dudit parti.

Pour Martorell, ces documents prouvent « que Montejurra 76 était un plan de l'État contre le Parti carliste », « avec un rôle particulier de Manuel Fraga » et la collaboration de l'UNE des frères Oriol et de Merino. Selon Martorell, ces documents sont des rapports, des lettres et des communications du gouvernement civil de Navarre, lorsqu'il était dirigé par Ruiz de Gordo. (Martorell, 2003a) L'un d'entre eux, qui apparaît avec une carte de Fraga, fait état d'un « ordre extraordinaire » donné à la Garde civile, la prévenant de la violence que pourrait causer le PC et l'exhortant à effectuer des contrôles routiers dès deux jours avant. (Martorell, 2003b) Pour Ruiz de Gordo, *l'opération Reconquista* a échoué parce que les *sixtins* n'avaient pas la capacité de mobiliser, avec seulement 600 partisans à Montejurra. (Martorell, 2003c)

Le 9 mai dernier, Martorell a également révélé dans la presse un prétendu appel téléphonique du *sixtin* Merino à Juan Carlos Ier, passé depuis le gouvernement civil de Pampelune, à la veille des événements de Montejurra. La source utilisée est une lettre posthume du fils du gouverneur, José Miguel, pour qui le roi « était au courant de tout le complot ». La lettre, comme les deux dossiers désormais en possession du PC, provenait du fils du gouverneur. (Martorell, 2025)

7. CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS

L'enquête menée par l'équipe d'investigation carliste, à l'origine des accusations avec le procureur Zubiaga, n'a donné que peu de résultats contre la Garde civile, au-delà de son abstention, nuancée par le fait que lorsque les coups de feu ont éclaté, certains agents ont risqué leur vie. Cependant, la Garde civile, à son déshonneur, n'a procédé à aucune arrestation ce jour-là, en stricte conformité avec les ordres reçus du gouvernement civil de Navarre, qui transmettait à son tour les ordres du ministère de l'Intérieur. Elle est toutefois intervenue dans les contrôles routiers pour freiner l'afflux de *Carlistes* et dans l'utilisation des radiotéléphones. L'action du général Campano est encore plus critiquable en raison de sa collaboration avec les *Sixistes*. Les chercheurs *carlohuguinos*, et par conséquent la presse et la bibliographie *néocarliste*, ont mis l'accent sur les *Estorilos* et non sur les *Sixistes*, dans le but d'impliquer Juan Carlos Ier et de minimiser le rôle de Sixto Enrique.

La Garde civile était au service du gouvernement, qui avait pour objectif de tirer parti de la division et de la confrontation existant au sein du carlisme, afin de discréditer le PC et son prétendant au trône, Carlos Hugo de Borbón Parma, et ainsi contribuer à la consolidation de la monarchie nouvellement instaurée de Juan Carlos Ier. En fait, Fraga, au moins, avait prêté une oreille attentive à l'initiative de la CT qui a déclenché ce tragique Montejurra.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

AGUN, *Fonds Manuel Fal Conde*, Boîte 133/185, 2.8.1.7.1.

Altares, P. (15 mai 1976). Qui les a armés ? *Cahiers pour le dialogue*, p. 16.

Angulo, J. (19 mai 1976). Zubiaga : Les autorités connaissaient les possibilités d'actions à Montejurra. *Tele/eXpres*, p. 12.

Anonyme. (1977). *Rapport Montejurra 76*. Gayaumet.

Belloch, S. (1998). *Intérieur. Les faits marquants de la sécurité de l'État au cours du dernier quart de siècle*. Éditions B.

Brioso, J. (2001). Le carlisme dans l'après-guerre et pendant la transition, dans S. Payne (dir.), *Identité et nationalisme dans l'Espagne contemporaine*, Actes, pp. 155-171.

Canal, J. (2000). *Le carlisme. Deux siècles de contre-révolution en Espagne*. Alianza Editorial.

Carcedo, D. (2004). Sáenz de Santa María. *Le général qui a changé de camp*. Temas de Hoy.

Caspistegui, F.J. (1997). *Le naufrage des orthodoxies*. Eunsa.

Cebrián, J.L. (11 mai 1976a). Le pèlerinage de Montejurra s'est terminé dans le sang. *El País*, p. 1.

Cebrián, J.L. (11 mai 1976b). Nous demandons des comptes. *El País*, p. 8.

Cebrián, J.L. (12 janvier 1977). Toutes les procédures d'enquête sur les événements de Montejurra n'ont pas été épuisées. *El País*, p. 12.

Clemente, J.C. (1992). *Histoire générale du carlisme*. Servigrafint.

Clemente, J.C et Sánchez Costa, C. (1976). *Montejurra 76. Encrucijada política*. La Gaya Ciencia.

Cubero, Joaquín. (1995). « Montejurra 1976 : une tentative d'interprétation », dans J. Tusell et A. Soto (dir.), *Histoire de la transition et de la consolidation démocratique en Espagne*, UNED, pp. 29-48.

Echevarría Pérez-Agua, J.J. (2024). *Juan María Araluce. Le défenseur des fueros assassiné par l'ETA*. Almuzara.

Elordi, C. (15 mai 1976a). Assassinats dans la montagne sacrée. *Triunfo*, pp. 72-73.

Elordi, C. (22 mai 1976b). Les responsabilités de Montejurra. *Triunfo*, p. 10.

- Ferrer, M. (1957). *Histoire du traditionalisme espagnol*, tome XVI. Éditions catholiques espagnoles.
- Ferrer, M. (1958). *Histoire du traditionalisme espagnol*, tome XVII. Éditions catholiques espagnoles.
- Fraga, M. (1980). *Brève mémoire d'une vie publique*. Planeta.
- García Riol, D.J. (2015). *La résistance traditionaliste au renouveau idéologique du carlisme (1965-1973)* [Thèse en histoire contemporaine, Université nationale d'enseignement à distance].
<https://portalcientifico.uned.es/documentos/5f63fc8b29995274fc8e8b8b>
- Gómez Mardones, I. (23 mai 1976). Les Navarrais cherchent le responsable. *Gaceta Ilustrada*, p. 38.
- González Cuevas, P.C. (1998). *Acción Española. Théologie politique et nationalisme autoritaire en Espagne (1913-1936)*. Tecnos.
- Indave, J. (9 mai 1976a). Montejurra sanglant. *El Pensamiento Navarro*, p. 20.
- Indave, J. (9 mai 1976b). Unis dans la douleur. *El Pensamiento Navarro*, p. 1.
- Landaburu, A. ; Zuloaga P. et Trives, J. (22 janvier 1977). Montejurra 76 ¿Hay más culpables? *Opinión*, pp. 14-18.
- Lavardín, Javier (Parrilla, José Antonio) (1976). *Histoire du dernier prétendant à la couronne d'Espagne*. Ruedo Ibérico.
- Lluis y Navas, J. de (1967). Les divisions internes du carlisme à travers l'histoire, dans J. Maluquer (Ed.), *Hommage à Jaime Vicens Vives*, Université de Barcelone, pp. 307-361.
- Martorell, M. (9 mai 2025). L'appel téléphonique inédit qui relie Juan Carlos de Borbón au complot de Montejurra 76. *Público*. <https://www.publico.es/politica/memoria-publica/inedita-llamada-telefonica-relaciona-juan-carlos-borbon-trama-montejurra-76.html> [Consulté le 07-07-2025]
- Martorell, M. (9 janvier 2023a). De nouveaux documents révèlent que Montejurra 76 était un plan de l'État contre le Parti carliste. *Diario de Navarra*, p. 44.
- Martorell, M. (10 janvier 2023b). Ministères et forces de l'ordre au service de l'opération Reconquista. *Diario de Navarra*, p. 48.
- Martorell, M. (11 janvier 2023c). Montejurra 76 a échoué parce que le carlisme traditionaliste n'a pas répondu à l'appel. *Diario de Navarra*, p. 54.
- Martorell, M. (2014). *Carlos Hugo face à Juan Carlos. La solution fédérale pour l'Espagne que Franco a rejetée*. Eunate.

- Miralles Climent, J. (2023). *Du traditionalisme au socialisme autogestionnaire. L'évolution du militantisme carliste à l'époque de Don Javier et Carlos Hugo (1956-1980)*. Universitat Jaume I.
- Montoliú, P. (11 janvier 1977). Nous voulons que les responsabilités éventuelles du gouvernement soient également établies. *El País*, p. 11.
- Ónega, F. (9 mai 1976a). La tempête autour de la réforme s'apaise. *La Voz de España*, p. 2.
- Ónega, F. (9 mai 1976b). Le pendule. *Arriba*, pp. 1 et 2.
- Oneto, J. (17 janvier 1977a). Monte Oriol 76. *Cambio 16*, pp. 13-14.
- Oneto, J. (9 mai 1977b). Montejurra 76. Il y a eu conspiration. *Cambio 16*, pp. 25-31.
- Peña, J.M. (1976). Un mort et plusieurs blessés, bilan de Montejurra-76. *El Diario Vasco*, p. 3.
- Pérez-Nievas, J.A. (décembre 2003). Commentaires sur un jugement réparateur. *El Federal* 18, p.3.
- Pernau, J. (11 mai 1976a). La leçon de Montejurra. *Diario de Barcelona*, p. 3.
- Pernau, J. (16 mai 1976b). Hier, l'homme à l'imperméable a été arrêté. *Diario de Barcelona*, p. 1.
- Purroy, M. (16 juin 1977). Rapport Montejurra 76. *Punto y Hora de Euskal Herria*, p. 40.
- Salabert, M. (22 février 1977). La politique de l'autruche. *Triunfo*, pp. 8 et 9.
- Sánchez Soler, M. (2010). *La transition sanglante. Une histoire violente du processus démocratique en Espagne (1975-1983)*. Péninsule.
- Santa Cruz, M. (Ruiz de Galarreta, A.) (1988). *Notes et documents pour l'histoire du traditionalisme espagnol*. Tome 16. Gráfica La Torre.
- Senent Sansegundo, J.C. (2024). *Antifranquistas de boina roja. El cambio ideológico en el carlismo (1968-1986)*. Centro de Estudios Políticos y Constitucionales.
- Solé Tura, J. (13 mai 1976). Montejurra. *Mundo diario*, p. 3.
- Suárez de Lezo, M. (8 septembre 2009). *La vérité sur les événements de Montejurra*. Herederos de la Tradición, Youtube. https://www.youtube.com/watch?v=_HB25D-VHOQ [Consulté le 31-03-2025]
- Uranga, J.J. (11 mai 1976a). Un mort et quatre blessés par balle. *Diario de Navarra*, p. 1.
- Uranga, J.J. (11 mai 1976b). La reconquête sanglante de Montejurra. *Diario de Navarra*, p. 1.

Uranga, J.J. (11 mai 1976c). Un mort et quatre blessés par balle. *Diario de Navarra*, p. 26.

Vázquez de Prada, M. (2016). *La fin d'une illusion. Ascension et déclin du traditionalisme carliste (1957-1967)*. SCHEDAS.

Vázquez de Prada, M. (2011). Le rôle du carlisme navarrais dans le début de la fragmentation définitive de la communion traditionaliste (1957-1960). *Príncipe de Viana*, 254, pp. 393-406

Vázquez de Prada, M. (2006). Le carlisme navarrais et l'opposition à la politique de collaboration entre 1957 et 1958, dans VV.AA., *Navarre. Mémoire et image*, Eunate.

Villanueva, A. (1997). Les incidents du 3 décembre 1945 sur la place du Château de Pampelune. *Príncipe de Viana*, 212, pp. 629-650.

Zuloaga, J. (10 mai 1976). Un mort, quatre blessés par balle et une vingtaine de blessés lors des incidents d'hier à Montejurra. *Unidad*, p. 18.

Zuloaga y Zuloaga, J. (11 mai 1976). Montejurra. *La Voz de España*, p. 8.